



A PARIS, LES RETRAITÉS SONT-ILS UN FARDEAU ?

LE POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS EST EN BAISSÉ !

Blocage des pensions depuis 2013, augmentation des dépenses contraintes (loyers, gaz-électricité, mutuelles, etc...), baisse des remboursements des soins par l'Assurance Maladie, mesures fiscales injustes (CASA, demi-part, TVA...), tout cela dégrade fortement notre niveau de vie.

Aujourd'hui, nombreux sont les retraités qui tombent dans la précarité et pour cause : comment vivre à Paris avec 993 € (montant de la pension moyenne des femmes) ?

ET LES SERVICES PUBLICS SE DÉGRADENT.

Qu'il s'agisse de la santé (en particulier de l'Hôpital Public), de la Poste, de l'électricité ou des transports, les politiques suivies ne prennent plus en compte l'intérêt général et les besoins des citoyens. Maintenant gérés comme des entreprises privées, ces services publics ne cherchent plus qu'à dégager des bénéfices pour les actionnaires (dont l'État). Augmentation des prix, réduction du personnel (et donc du service), fermeture d'agences et de guichets dans les arrondissements sont maintenant la règle.

Les retraités ne sont pas un fardeau pour la société, bien au contraire : ils participent à la vie économique par leur consommation, par l'aide qu'ils apportent (garde des petits-enfants, soutien financier à leur famille, participation à la vie associative...). La *Silver économie*, chère à nos économistes patentés, c'est une façon moderne de dire qu'on va nous tondre la laine sur le dos !



ON A BESOIN, AU CONTRAIRE, D'UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE, PLUS PROTECTRICE, TOURNÉE VERS LE PROGRÈS SOCIAL, VERS LE VIVRE MIEUX, ENSEMBLE !

**C'est pourquoi la Cgt Retraités vous appelle à manifester
le 30 janvier à 11 h 00**



Parvis de l'Hôtel de Ville



Pour exiger de la Mairie de Paris :

- **l'ouverture de centres de santé pratiquant le tiers-payant et travaillant en coopération avec les Hôpitaux Publics,**
- **un service municipal d'aide à domicile,**
- **la création d'EHPAD, le tout avec du personnel en nombre suffisant ;**
- **et le retour à la gratuité des transports.**